

Participation, renouvellement, transparence, démocratie directe, c'est possible...  
et surtout nécessaire  
Contribution de la région Hors de France

Plus que jamais l'écologie politique incarne une alternative aux partis politiques traditionnels qui poursuivent envers et contre tout une logique productiviste, mettant en péril notre planète. Mais l'écologie incarne aussi une alternative à l'imaginaire réactionnaire qui fait les choux gras du FN. Pourtant notre parti fait la une des journaux non pas pour son programme et ses propositions, mais pour ses désaccords et sa cuisine internes. Plutôt que de défendre une réforme des institutions nécessaire pour sortir d'un régime présidentiel à bout de souffle, nous en sommes réduits au gré des élections et des remaniements ministériels à nous poser une seule et unique question : devons-nous, oui ou non, nous allier avec la gauche de gouvernement, avalisant de fait une politique que nous ne cautionnons pas mais que nous pourrions infléchir. Certes, une approche ouverte sur les possibles stratégies et alliances électorales pour remettre le projet écologique au cœur du système est souhaitable. Certes, il nous faut des personnalités qui incarnent pour le grand public l'écologie politique. Mais l'écologie ne doit pas être prise en otage par des ambitions personnelles qui finissent par donner une image déplorable de notre mouvement. Les derniers épisodes en date sont à ce titre navrants. Le constat est amer mais sans appel : nous sommes en train de mourir de cet excès de personnalisation de la vie politique.

**Renaissance ou disparition** - Deux alternatives s'offrent à nous : soit, nous ressuscitons de nos cendres en créant une entité nouvelle, avec un fonctionnement et des structures internes profondément réformés ; soit nous disparaissions du paysage politique. Alors que tous les voyants sont au rouge, remettons au centre de tous nos propos notre projet, notre programme pour vivre mieux. Nous n'échapperons pas à l'exercice du bilan, nous n'échapperons pas à une réflexion nécessaire sur le pourquoi du comment : comment sommes-nous passés des succès de 2009 et 2010 d'Europe-Écologie à la descente aux abîmes de ces dernières années, tant en nombre d'adhérents que simplement en termes d'écoute. Un bilan dont la conclusion logique serait une refondation de notre mouvement. Mais qui ne doit pas faire l'économie d'une réforme de nos structures et fonctionnement internes.

Et pour un tel chantier, pourquoi ne pas regarder au-delà de nos frontières, où avec plus ou moins de succès, les partis écologistes se mobilisent – et mobilisent les populations en Europe et dans le monde entier. Dans de nombreux pays, les écologistes apportent un souffle nouveau dans leurs paysages politiques respectifs. Intéressons-nous donc à ces pratiques ; pratiques qui peut-être ne sont pas directement transposables au sein de notre parti, mais dont nous devons-nous inspirer pour rénover notre mode de fonctionnement. Les verts anglais et les verts écossais, en plein *green surge*, multiplient les adhérents et les électeurs, les verts suédois et leurs six ministres ont engagé leur pays sur une trajectoire carbone-neutre, les verts norvégiens court-circuitent les médias traditionnels pour toucher 10% des électeurs via les réseaux sociaux...

**Remettons l'adhérent au centre de l'échiquier.** Car c'est bien là que réside l'enjeu principal. Sans adhérent, sans militant, pas de parti. Un militant qui trop souvent se voit dépossédé de son droit à donner son opinion quant aux orientations stratégiques au profit d'un Conseil Fédéral qui ne reflète que trop les querelles internes et inimitiés entre les différentes tendances et personnalités de notre parti, querelles qui ont bien souvent des racines complexes inintelligibles à tout nouvel adhérent. Remettons les adhérents au centre du jeu donc. Comment ? Sur ce point, apprenons de nos collègues écologistes européens : Outre-Rhin, les Grünen demandent à leurs adhérents de valider par un vote chaque grande décision. En Belgique, ECOLO organise régulièrement des Assemblées Générales physiques où les adhérents sont invités à élire leurs co-présidents mais aussi leurs têtes de liste tant européennes que nationales. Plus récemment, EQUO en Espagne a invité ses adhérents à se prononcer électroniquement sur les possibles alliances électorales dans le cadre des élections

régionales ou législatives, décidant ainsi de l'alliance avec Podemos. Les verts suédois font voter les adhérents pour trancher les discussions au sein de leurs conseils municipaux et élisent tous leurs porte-paroles thématiques à tous les échelons. Arrêtons de penser que cela est impossible à organiser et ayons un vrai débat sur la démocratie électronique. Ses atouts, ses inconvénients. Les conditions de sa mise en œuvre. Mais ne passons pas à côté, car elle peut être une manière de faire nos adhérents se sentir faire partie d'une communauté plus large, bien plus qu'un vote sur des motions incompréhensibles tous les trois ans lors du congrès.

Remettre l'adhérent au centre du jeu appelle également à une réflexion sur les modalités d'adhésion. La simplicité doit être recherchée pour permettre un accès plus facile, sans pour autant réduire les protections contre l'entrisme. Devons-nous fixer un prix unique modique (par exemple, 20 euros) permettant à certaines catégories de personnes (étudiants, chômeurs, retraités, etc.) de nous rejoindre ? disposons-nous de la bonne grille tarifaire ? Devons-nous prévoir des outils plus simples d'adhésion, par exemple par les réseaux sociaux ou SMS ?

**Cloisonnons la politique et l'organisationnel.** Il est illusoire d'attendre d'un-e secrétaire national de gérer à la fois l'image du parti à l'externe, les finances et les ressources humaines du parti ainsi que la coordination des campagnes. Cependant notre parti souffre de mauvaise gestion et du manque d'outils de débat et de campagne. Prenons exemple sur les Verts suédois qui élisent tous les ans un-e chancelier/ère qui a la responsabilité des finances et des ressources humaines, des outils web, de la communication interne du parti et de la coordination des campagnes thématique. Présent-e au BE (Bureau Exécutif) sans droit de vote, il ou elle est garant-e du bon fonctionnement du parti. Cette personne est choisie pour ses qualités organisationnelles et non pour son appartenance à une motion ou son image médiatique, indépendamment des vicissitudes internes du parti.

Par ailleurs, pour s'assurer que les moyens du parti ne soient pas dévoyés à des fins personnelles, la/le chancelière/ier ne peut pas se présenter à des élections externes ou au BE pour les trois ans suivant son mandat et ne peut pas être en poste plus de neuf ans d'affilée.

### **Modifions le fonctionnement interne et la communication externe**

Des commissions thématiques plus fortes, un BE plus représentatif des régions et des groupes locaux donc des militants, un accueil des nouveaux adhérents homogène sur l'ensemble du territoire et digne de ce nom, adoptons le vote électronique pour tous pour les grandes échéances internes du parti permettant à tous les adhérents de participer à la vie politique interne. Repenser notre communication vers l'extérieur est un impératif : une communication plus maîtrisée et plus solide avec une voix qui représente clairement le parti à l'extérieur (un co-secrétariat paritaire national pour les affaires générales, les experts -Commissions thématiques - et les élus en charge pour les dossiers concernés), des prises de positions plus fortes et plus dynamiques sur les sujets essentiels. Le respect de cette pratique par tous, plus de petites phrases, mais des propositions solides, une stratégie unifiée où les experts du parti sont mis à contribution avec les élus dès que nécessaire.

« **Sortons les sortants** ». Ou en d'autres termes, assurons un renouvellement de nos cadres par l'établissement de quelques règles simples, dont nous prônerons par ailleurs publiquement l'instauration afin de renouveler notre système politique : non-cumul, limitation des mandats dans le temps (pas plus de deux mandats consécutifs), tant au niveau national (Bureau Exécutif, Conseil Fédéral) que régional. Des règles simples certes mais qui inciteront les adhérents à s'investir dans la vie du parti, tout comme elles permettront de sortir de la sclérose dans laquelle se sont figées nos structures au prétexte d'un « c'était mieux à l'époque du CNIR », au prétexte d'un combat vain entre tendances et motions pour prendre le pouvoir sur l'appareil.

« **Motion, moi non plus** ». Cassons cette logique de « clans » qui ici aussi figent nos positions et empêche un débat franc sur les objectifs à atteindre et comment nous y parviendrons. Le retour des militants en groupes locaux est d'ailleurs à ce titre éloquent : « des motions ? Mais nous ne

poursuivons pas tous le même objectif ? ». Tenter alors d'expliquer un vote du Conseil Fédéral peut s'avérer un exercice d'équilibriste. Comprendre les différences entre motions à la seule lecture des textes concernés est mission impossible. Nous devons passer outre les procès en divisions et les faux rassemblements, à l'image de ceux des pratiques du passé et du présent, pratiques qui font les choux gras de la presse, pour nous doter d'une ligne politique claire et de personnalités susceptibles de l'incarner sans crainte de double discours. Cela suppose une révolution culturelle de chacun d'entre nous pour sortir de sa logique clanique habituelle. A l'interne, la désignation de l'exécutif national ne devrait pas avoir à passer par des motions et toutes les tractations peu transparentes qui accompagnent leur préparation. A l'externe, le processus de désignation des candidats passe par des tractations au sein de la CPE (Commission Permanente Electorale), triste reflet de ces logiques claniques. Les désignations de candidat-e-s doivent mettre en valeur le travail interne et externe plutôt que l'appartenance à des motions. Comme le font les suédois, laissons les militants désigner tou-te-s les candidat-e-s internes et externes librement par des assemblées ouvertes et des consultations, sans passage obligatoire par la constitution de motions. Permettons aux commissions thématiques et aux CPR des différentes régions d'exprimer officiellement des préférences argumentées pour certain-e-s candidat-e-s. Cela favoriserait le dynamisme au sein des commissions thématiques et renforcerait la collaboration entre élu-e-s et parti.

**Le prochain congrès d'EELV du printemps 2016 devra être celui du bilan, de la clarification, du renouvellement et du dépassement d'Europe Écologie-Les Verts. Nous ne ferons pas l'économie d'une transformation et d'une révolution en interne.**

Premiers signataires: Glenn André, Aurélie Brochard, Lucien Bruneau, Florian Chiron, Thibaut Clamart, Karine Daudicourt, Timur Delahaye, Françoise Duthu, Jérémie Fosse, Edouard Gaudot, Perrine Ledan, Louis Leroy-Wargnier, Stephan Maigné, Isabelle Pinzauti Babrzyński, Bruno Pludermacher, Fabien Santini, Lise Schwimmer, Guillaume Sellier, Jérôme Spaggiari, Mélanie Vogel, Bertrand Wert,...